



LES 18 QUESTIONS DE LA CFDT

ADRESSE AUX CANDIDATS
AUX ÉLECTIONS
EUROPÉENNES 2019

Les élections européennes pour lesquelles vous présentez une liste constituent un rendez-vous majeur pour l'Europe, son projet, ses citoyens et ses travailleurs. Alors que le monde fait face à des incertitudes croissantes, les difficultés de l'Europe renforcent les inquiétudes des citoyens : Brexit, crise migratoire, montée des formations populistes et eurosceptiques dans de nombreux pays et au parlement européen, attentes fortes d'une dimension sociale beaucoup plus concrète et affirmée de l'Europe...

L'Europe doit relever six défis inédits par leur ampleur et leur urgence et sa capacité à y apporter les bonnes réponses dépend largement des orientations du prochain Parlement :

- **Le défi démocratique :** la légitimité démocratique de l'UE est mise en cause, les décisions semblant souvent imposées par une technocratie bruxelloise sans visage. La montée des partis populistes, xénophobes et eurosceptiques, leur arrivée au pouvoir dans plusieurs pays européens où ils mettent en question l'État de droit, rend difficile l'approfondissement de l'intégration européenne.
- **Le défi de la cohésion sociale et territoriale :** favoriser les convergences économiques et sociales, lutter contre les inégalités entre les personnes et entre les territoires, lutter contre toutes les discriminations et pour l'égalité de genre, lutter contre la pauvreté, favoriser l'inclusion sociale, ...
- **Le défi démographique :** soins aux personnes âgées, protection sociale, migrations,
- **Le défi technologique :** numérique, intelligence artificielle, biotechnologies, nanomatériaux, ...
- **Le défi écologique :** changement climatique, énergies renouvelables, recyclage, biodiversité, ...
- **Le défi de la place de l'UE dans le monde face à la montée des émergents et au risque de repli protectionniste :** développer une politique commerciale qui intègre des normes sociales et environnementales contraignantes, s'assurer que la politique de coopération au développement et de partenariat économique s'inscrive dans les objectifs de développement durable (Agenda 2030 de l'ONU), ...

En France comme dans la plupart des pays européens, les attentes déçues des citoyens envers ceux qui les gouvernent se traduisent par une prise de distance avec la politique traditionnelle, une défiance assez généralisée, ainsi qu'une tendance au repli sur soi et à une certaine nostalgie d'un passé mythifié.

Ce climat entraîne une montée de l'abstention, particulièrement élevée pour le scrutin européen*. Il favorise les expressions politiques radicalisées et la montée de formations populistes, souvent xénophobes et eurosceptiques dont la rhétorique et le projet sont antinomiques avec les valeurs démocratiques, solidaires et progressistes portées par la Confédération Européenne des Syndicats et la CFDT.

Cette élection européenne est un rendez-vous démocratique majeur pour les citoyens. C'est le moment où l'on débat et choisit la direction à donner à l'Europe en confrontant la vision et les propositions de chaque candidat. Libre de toute attache partisane, la CFDT, avec la CES, s'engage dans ce débat d'idées pour porter sa vision de l'avenir du monde du travail et de l'Europe. La CFDT s'engage également avec les partenaires sociaux nationaux à travers une déclaration commune qui rappelle l'importance des élections européennes pour construire une Europe sociale, environnementale et économique forte.

C'est à ce titre qu'elle vous adresse une série de questions. Vos réponses, qui seront rendues publiques, permettront d'éclairer notre organisation, ses adhérents et plus largement les travailleurs.

La CFDT souhaite ainsi contribuer à convaincre de l'importance de cette élection européenne et de la responsabilité de chacune et chacun d'utiliser son droit de vote le 26 mai, pour une Europe plus protectrice plus démocratique.

*en 2014, l'abstention en France s'était élevée à 57,57 %, et à 64% chez les salariés.

NOS 18 QUESTIONS

LE SOCLE EUROPÉEN DES DROITS SOCIAUX (SEDS)

Comment pensez-vous traduire le SEDS en mesures concrètes améliorant effectivement les conditions de vie et de travail partout dans l'UE?

EXEMPLES :

- Considérez-vous nécessaire d'établir un salaire minimum pour chaque pays de l'UE en fonction de son niveau de vie ? Comment serait déterminée une telle rémunération ?
- Afin de favoriser le dialogue social dans chaque État membre, faut-il fixer des objectifs minimaux de couverture des salariés par des accords collectifs ?
- Le suivi de la mise en œuvre du SEDS doit-il être intégré dans les procédures de suivi de la gouvernance économique (Semestre européen) afin d'aboutir à une gouvernance économique et sociale ? Des objectifs sociaux (taux de chômage et de pauvreté, NEETS, niveau de précarité, ...) doivent-ils être fixés avec le même niveau de contrainte (et de flexibilité) que les objectifs macroéconomiques (déficit public, dette, inflation) ?

AUTRES PROPOSITIONS ?

LA GOUVERNANCE ÉCONOMIQUE

Outre l'intégration du SEDS (voir ci-dessus) et une meilleure implication des partenaires sociaux conformément à la déclaration « Un nouveau départ pour le dialogue social* » de juin 2016, quelles mesures permettraient une véritable intégration des aspects sociaux dans le Semestre européen ?

EXEMPLES :

- Le Semestre européen doit-il vérifier la mise en œuvre effective des accords entre partenaires sociaux européens dans chaque État membre ? Sinon, quelle procédure pourrait s'en charger ?
- Pensez-vous que le Parlement doive être associé à l'élaboration et l'approbation des Recommandations spécifiques par pays (RSP) aujourd'hui uniquement décidées par le Conseil au mois de juin ?
- Faut-il mettre en place un système de réassurance chômage européenne qui, tout en respectant les systèmes nationaux en place, permettrait des compensations aidant les pays les plus frappés par le chômage en cas de choc asymétrique, ce qui participerait à une stabilisation en cas de crise et montrerait un engagement social concret de l'UE (ou de la zone Euro selon le périmètre qui serait arrêté) ?

AUTRES PROPOSITIONS ?

* <https://www.etuc.org/fr/pressrelease/un-nouveau-depart-pour-un-dialogue-social-fort>

LA COHÉSION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

Comment l'UE peut-elle mieux participer à la lutte contre les inégalités entre les territoires et entre les populations, au-delà des moyens mis en place dans le cadre de la Politique de cohésion avec les fonds structurels, dont le Fonds social européen (FSE) ?

EXEMPLES :

- Faut-il renforcer le budget européen afin de donner à l'UE les moyens de conduire des politiques de convergence plus efficaces, ainsi que des politiques plus ambitieuses dans les domaines sociaux (investissement humain), technologiques et environnementaux ? L'UE devrait-elle disposer de ressources propres arrêtées par le Parlement Européen qui pourrait ainsi décider des recettes et des dépenses de l'UE en fonction d'objectifs politiques, renforçant ainsi la démocratie européenne ?
- La zone Euro doit-elle disposer d'une capacité budgétaire propre afin de conduire des politiques de convergence spécifiques ?
- Faut-il renforcer le Plan Junker pour favoriser l'investissement en Europe, en le ciblant davantage sur les projets transfrontaliers et sur les régions moins développées ?

AUTRES PROPOSITIONS ?

L'ANTICIPATION AUX CHANGEMENTS

Les profondes mutations démographiques, technologiques et écologiques déjà en cours vont de plus en plus modifier les manières de produire et de consommer en Europe, avec des conséquences importantes pour les évolutions de l'emploi et des conditions de travail. Comment anticiper et accompagner les salariés dans ces mutations ?

EXEMPLES :

- Faut-il mettre en place un Fonds européen pour l'anticipation aux changements, chargé d'aider les États membres à financer des formations, faciliter et développer les nouvelles compétences, ainsi qu'à garantir les revenus des salariés affectés par des mutations ? Par exemple en renforçant le Fonds d'ajustement à la mondialisation et en élargissant ses attributions ?
- La mobilité intra-européenne étant appelée à se développer, quel mécanisme de portabilité des droits peut-on mettre en place (CPA européen, ...) ?
- Faut-il rendre contraignant l'objectif de 3 % du PIB consacré à la R&D qui devait être atteint en 2010, mais qui ne le sera sans doute toujours pas en 2020 ? Sinon comment relancer l'investissement dans l'innovation ?

AUTRES PROPOSITIONS ?

LA FISCALITÉ ET LA FINANCE

Comment l'UE peut-elle favoriser une convergence fiscale sur son territoire, la lutte contre l'évasion fiscale et une finance plus responsable ?

EXEMPLES :

- Comment harmoniser l'imposition des entreprises dans l'UE afin de lutter contre le dumping fiscal ? Au-delà de la définition d'une assiette commune d'imposition, faut-il définir un taux minimum ?
- Au-delà d'une taxe sur les GAFA, faut-il convenir d'une fiscalité commune européenne sur l'utilisation des données ? Sur la fiscalité environnementale, une taxe carbone aux frontières de l'UE permettrait-elle de contribuer à la transition énergétique ?
- Comment renforcer la taxation et le contrôle sur la spéculation financière et lutter contre les paradis fiscaux ?

AUTRES PROPOSITIONS ?

L'EUROPE ET LE MONDE

Face à la montée des pays émergents et aux risques de repli protectionniste, comment l'UE peut-elle promouvoir un mode de développement ouvert, favorisant l'intégration sociale et le respect de l'environnement ?

EXEMPLES :

- Comment rendre contraignantes les normes sociales et environnementales contenues dans les chapitres « développement durable » des accords commerciaux négociés par l'UE ? Faut-il prévoir un système de sanctions en cas de non-respect par les États et par les entreprises ?
- Comment conduire une politique migratoire cohérente au niveau européen, humaine, respectueuse des droits des migrants et favorisant leur intégration, facteur de dynamisme économique ? Faut-il revoir les règlements de Dublin et harmoniser la définition du droit d'asile dans l'Espace Schengen ?
- Comment l'UE peut-elle renforcer son action en faveur de la mise en œuvre de l'Accord de Paris sur le climat à l'échelle mondiale ?

AUTRES PROPOSITIONS ?